

Communisme : mouvement effectif, visée et parti.

Jean Quétier

Le débat théorique autour du sens du combat communiste du XXI^{ème} siècle prend notamment la forme d'une discussion autour de deux grands enjeux qui ont trait à sa définition même.

Le premier enjeu concerne la valeur heuristique de la formule de Marx et Engels tirée du premier chapitre de *L'Idéologie allemande*, selon laquelle le communisme est « le mouvement effectif qui abolit l'état actuel »¹. Faut-il y voir un ressort précieux permettant d'ancrer le communisme dans un « déjà-là »² ou dans un « futur présent »³, permettant de battre en brèche un utopisme stérile – ce « terrible briseur de grève » au « vieux visage illuminé » qu'évoquait Louis Aragon dans son *Histoire de l'URSS* –, ou faut-il au contraire se méfier de la généralisation d'une formule qui finit par être vidée de sa substance à force d'être répétée ? Ce qui est en question, c'est le statut du projet communiste lui-même. Faut-il y voir une « visée », reprenant en cela l'image de la cible en direction de laquelle on ajuste son tir⁴, ou faut-il au contraire considérer que « le communisme ne se définit pas autrement qu'empiriquement »⁵ et qu'il n'y a pas lieu de distinguer le projet du chemin qui y mène ?

Le second enjeu concerne le mode d'organisation communiste de notre temps. Faut-il considérer que l'outil de cette stratégie révolutionnaire doit être un parti démocratique délivré de la verticalité descendante mais qui soit à même d'assurer l'indispensable centralisation des batailles communistes ? Ou faut-il au contraire penser que la forme-parti, en raison de sa structuration territoriale calquée sur le modèle étatique et de la place centrale qu'elle accorde aux processus électoraux, aurait pour corollaire nécessaire la verticalité du pouvoir ? Et si c'est la seconde branche de l'alternative qui s'avère être la bonne, existe-t-il des formes d'organisation qui échapperaient à cette loi d'airain de l'oligarchie que le sociologue Robert Michels étendait même à « toute organisation humaine finalisée »⁶ ?

1/ *Le communisme est à la fois mouvement effectif et visée*

La méfiance qui peut exister à l'égard d'une définition du communisme qui se réduirait à le présenter comme « mouvement effectif » est compréhensible. Guillaume Roubaud-Quashie le dit très justement : comment penser que, malgré ses « nombreux avantages », elle puisse être « un objectif mobilisateur et compréhensible dans la société »⁷ ? On peut en effet avoir le sentiment que l'appel au « mouvement effectif » a parfois servi de masque à la désorientation théorique. Ne sachant plus trouver de mots pour nommer le projet communiste, n'avons-nous pas eu tendance à vouloir laisser au « mouvement effectif » une tâche qui était pourtant la nôtre, celle de théoriser la stratégie révolutionnaire de notre temps ? C'est sans doute le cas. Guillaume Roubaud-Quashie souligne d'ailleurs que c'est à partir du début des années 1980 que la référence au « mouvement effectif » est devenue récurrente dans le discours du Parti communiste français (PCF). Peut-être faut-il d'ailleurs y voir le signe que l'abandon salutaire de la référence à la dictature du prolétariat en 1976 n'a pas été suivi par une réélaboration théorique de grande ampleur susceptible de clarifier le

1 Karl Marx, Friedrich Engels, Joseph Weydemeyer, *L'Idéologie allemande*, 1er et 2^{ème} chapitres, Paris, Éditions sociales, GEME, 2014, p. 79.

2 Bernard Friot, *Vaincre Macron*, Paris, La Dispute, 2017, p. 43.

3 Jean et Lucien Sève, *Capitalexit ou catastrophe*, Paris, La Dispute, 2018, p. 96.

4 Lucien Sève, Intervention vidéo au Forum Marx, Paris, La Bellevilloise, 17 février 2018.

5 Bernard Friot, *Vaincre Macron*, *op.cit.*, p. 10.

6 Robert Michels, *Sociologie du parti dans la démocratie moderne*, Paris, Gallimard, 2015, p. 52.

7 Guillaume Roubaud-Quashie, Note sur le sens du combat communiste dans le cadre de la préparation du congrès extraordinaire du PCF, 8 février 2018.

sens du combat communiste. De ce point de vue, l'appel répété au « mouvement effectif » a été le corollaire d'une incapacité à définir notre but et notre stratégie. Ne sachant dans quelle direction aller, nous avons été tentés d'aller vers ce qui marche – ou plutôt vers ce qui semblait marcher à l'instant T – sans forcément savoir pourquoi. Raison pour laquelle, d'ailleurs, nous avons eu tendance à rabattre purement et simplement le communisme sur la notion de gauche, ce qui a rendu difficilement audible et identifiable la spécificité de la démarche communiste. Davantage encore, l'appel au « mouvement effectif » a pu être une manière de théoriser cette forme de somnambulisme et n'a pas été sans rappeler l'appel au pragmatisme formulé à la fin du XIX^{ème} siècle par Eduard Bernstein : « Je le reconnais bien volontiers, je trouve extraordinairement peu de sens et d'intérêt dans ce que l'on appelle couramment "le but final du socialisme". Ce but, quel qu'il soit, n'est rien pour moi, c'est le mouvement qui est tout »⁸. De ce point de vue, il me semble que la mise en garde formulée par Guillaume Roubaud-Quashie est plus que justifiée.

Cette mise en garde rend-elle pour autant la formule de Marx et Engels moins pertinente ? Je ne le crois pas, et il ne me paraît pas difficile de montrer que l'usage que les deux auteurs en faisaient avait peu à voir avec une posture d'évitement. J'en veux pour preuve la phrase qui suit immédiatement la célèbre citation, généralement moins mise en avant : « Les conditions de ce mouvement résultent de la présupposition actuellement existante »⁹. L'affirmation de Marx et Engels ne me paraît pas vouloir dire, au bout du compte, autre chose que ceci : la conception communiste de la transformation sociale s'appuie toujours sur des potentialités révolutionnaires objectivement inscrites dans le présent qu'il s'agit de prolonger et de généraliser. Comprendre le communisme comme « mouvement effectif », ce n'est ni dire qu'il n'y a pas que des chemins mais pas de but – comme on dit en allemand *auf dem Holzweg sein*¹⁰, avancer sur un de ces chemins tracés par les bûcherons pour ramener le bois coupé mais qui ne mènent nulle part, sinon au milieu de la forêt – ni dire que chemin et but sont absolument identiques.

De ce point de vue, je suis d'accord avec Bernard Friot pour dire que la phrase de Marx et Engels signifie avant tout que « le communisme est le mouvement par lequel nos sociétés sortent du mode de production capitaliste pour en adopter un autre »¹¹ et avec l'idée que ce mouvement se fonde sur un « déjà-là » qui n'est pas simplement à chercher du côté d'une lecture techniciste du développement des forces productives. Ce « déjà-là » est aussi constitué par un ensemble de pratiques et d'institutions qui battent en brèche la logique capitaliste. Je pense toutefois qu'on ne peut pas aller jusqu'à dire que « le projet est le chemin »¹², purement et simplement. Je ne reprendrai donc pas la dimension « empiriste »¹³ de la lecture que Bernard Friot propose du communisme, qui peut laisser penser que le tout du mode de production communiste se réduirait à la somme indéfinie des éléments communistes qu'il s'agit de conquérir. L'enjeu posé par la sortie du capitalisme me paraît impliquer une rupture qui sera d'ordre qualitatif – mais dont la dimension ponctuelle n'implique pas nécessairement de soudaineté, contrairement à ce que prétendait la vulgate stalinienne¹⁴.

D'après moi, la question fondamentale que pose la conception du communisme comme « mouvement effectif » porte avant tout sur la nature de la transition révolutionnaire à engager. L'enjeu est de savoir si l'on doit considérer que la période de transition du capitalisme vers le communisme constitue une formation sociale à part entière (le cas échéant, avec un mode de

8 Eduard Bernstein: „Der Kampf der Sozialdemokratie und die Revolution der Gesellschaft“ (1898), in: *Die Neue Zeit*, Jg. 16, Bd. 1, Nr. 18, p. 556.

9 Karl Marx, Friedrich Engels, Joseph Weydemeyer, *L'Idéologie allemande*, op.cit., p. 79.

10 „Der Satan sucht immerdar Winkelhölzer, Beiride und Holzwege wider Gottesordnung“ (Satan cherche toujours des faux-fuyants, des prétextes et des chemins qui ne mènent nulle part pour s'opposer à l'ordre de Dieu) disait Luther dans ses *Propos de table*.

11 Bernard Friot, *Vaincre Macron*, op.cit., p. 43.

12 *Ibid.*, p. 125.

13 « Le communisme ne se définit pas autrement qu'empiriquement », *Ibid.*, p. 10.

14 Cf. notamment Lucien Sève, *Penser avec Marx aujourd'hui*, Tome III : « La philosophie » ?, Paris, La Dispute, 2014, p. 609 sqq.

production qui lui est propre), qu'on appelle ce dernier « socialisme », comme le veut la tradition, ou qu'on lui donne un autre nom. Lucien Sève me paraît avoir montré il y a maintenant plusieurs années que la vision que Marx se faisait de la transition révolutionnaire n'impliquait pas deux formations sociales successives (le socialisme dès maintenant, puis le communisme plus tard), mais bien deux phases successives d'une même formation sociale (le communisme, dès maintenant, mais pas sous sa forme complète)¹⁵.

De ce point de vue, je trouve stimulante la promotion conceptuelle de l'expression « futur présent » opérée par Jean et Lucien Sève, dont ils disent qu'elle est « une forme plus précise de cette idée reprise à Hegel par Marx dans un sens matérialiste, celle de *présupposition* – vue profondément dialectique du développement où tout ce qui se voit nouvellement posé *présuppose* un antérieur auquel il s'oppose, s'impose et se superpose »¹⁶. C'est en effet sur cette logique de la présupposition que s'appuyait Marx dans un passage des *Grundrisse* lorsqu'il affirmait que l'examen « selon une juste perspective » des conditions actuelles « conduit à des points où s'esquisse le dépassement de la configuration présente des rapports de production – et ainsi, préfigurant l'avenir, la naissance d'un mouvement. Si d'un côté les phases pré-bourgeoises apparaissent comme des présuppositions *purement historiques*, autrement dit dépassées, les actuelles conditions de la production [se présentent] comme *se dépassant elles-mêmes* et donc se posant en *présuppositions historiques* pour un nouvel état de société. »¹⁷ Je suis d'accord avec les auteurs de *Capitalexit ou catastrophe* pour dire que cette conception a l'avantage de rompre avec une forme de « programmatisation » dans lequel « le révolutionnaire invente au lieu d'observer », ce qui fait qu'il « en appelle à un mouvement rêvé là où le succès exige de s'inscrire créativement dans le mouvement réel »¹⁸. Retrouver le sens du combat communiste, ce n'est pas rédiger un programme chiffré de tout ce qu'un gouvernement devra appliquer par en haut.

La démarche analytique entamée par Jean et Lucien Sève, qui consiste notamment à sérier un certain nombre de ces « futurs présents » en les regroupant en futurs présents objectifs et futurs présents subjectifs, est intéressante notamment parce qu'elle est corrélée à la théorisation d'une stratégie communiste qui, sans être foncièrement nouvelle puisqu'elle se réclame du « réformisme révolutionnaire » jaurésien – qui, il faut le rappeler, n'a rien à voir avec un électoralisme à courte vue –, implique des perspectives politiques inédites. Je pense notamment à la substitution de la logique de la « communisation »¹⁹ à celle, plus traditionnelle, de la socialisation. Elle s'autorise d'ailleurs, me semble-t-il, d'une conception des conquêtes ouvrières qui était déjà celle de Marx, lorsqu'il analysait la réduction du temps de travail et le mouvement coopératif, présentés dans l'Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs de 1864 comme « le triomphe d'un principe », montrant « par des faits, non par de simples arguments [...] que le travail salarié n'était qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé »²⁰.

Mais je crois que cette logique de la « communisation » suppose précisément que ces « futurs présents » soient identifiés comme tels et réinscrits dans un processus de transition révolutionnaire qui leur permette de conserver leur sens subversif. D'où la pertinence, à mes yeux, d'une démarche qui consisterait à compléter la conception du communisme compris comme « mouvement effectif » par celle du communisme compris comme « visée ». La visée est au fond ce qui permet aux « futurs présents » de ne pas demeurer stériles. Marx l'avait déjà bien compris lorsqu'il analysait le développement du mouvement coopératif. S'il voyait en lui le triomphe d'un principe, il savait aussi que tant qu'il demeurerait « limité aux efforts accidentels et particuliers des ouvriers », il ne pourrait « jamais arrêter le développement, en proportion géométrique, du

15 Lucien Sève, *Penser avec Marx aujourd'hui*, Tome I : Marx et nous, Paris, La Dispute, 2004, p. 35 sqq.

16 Jean et Lucien Sève, *Capitalexit ou catastrophe*, *op.cit.*, p. 96.

17 Karl Marx, *Manuscrits de 1857-1858*, Paris, Éditions sociales, 2011, p. 422

18 Jean et Lucien Sève, *Capitalexit ou catastrophe*, *op.cit.*, p. 86.

19 *Ibid.*, p. 141.

20 In *Le Conseil général de la Première internationale 1864-1866*, Moscou, Éditions du progrès, 1972, p. 240.

monopole, ni alléger un tant soit peu le fardeau de leurs misères »²¹. Mais si les coopératives atteignent un « développement national », si elles sont « soutenue[s] et propagée[s] par des moyens nationaux »²², la donne s'en trouve fondamentalement changée.

2/ Démocratie et centralité : pourquoi il faut maintenir et transformer la forme-parti

Le double reproche qui est fait aujourd'hui à la forme-parti porte sur son absence supposée d'efficacité et de démocratie. Face à l'échec patent des organisations politiques qui se définissent elles-mêmes comme des partis, la tentation est grande – pas simplement à gauche d'ailleurs, comme le montre le succès de La République en marche – d'idéaliser ce qui se présente comme des nouvelles formes d'organisation, à savoir les mouvements. Il me semble qu'il faut tout d'abord faire preuve de vigilance à l'égard de ce changement de vocabulaire. Changer le mot ne signifie pas nécessairement changer la chose. Raymond Huard me paraît avoir montré avec beaucoup de pertinence, dans le numéro 4 de *Cause commune*, que la différence entre mouvement et parti est plus ténue qu'il n'y paraît : « même si les organisations nouvelles peuvent avoir une structure différente de celle des anciennes, elles n'en sont pas moins des partis *de facto*, puisqu'elles sont amenées à s'insérer dans la vie politique traditionnelle d'un régime démocratique qui a ses propres exigences, très structurantes dans la durée et repose inévitablement sur la nécessité de la délégation de pouvoir »²³.

Il ne me paraît d'ailleurs pas évident du tout que ce qui distingue les mouvements des partis soit leur souplesse et leur horizontalité ; ni d'ailleurs que le principal problème posé par les mouvements soit leur institutionnalisation dans la durée, une institutionnalisation risquant supposément de les faire « dégénérer » en partis. Sur ce point, je ne partage pas l'analyse que portent Jean et Lucien Sève sur La France insoumise (LFI) et le PCF. Tout d'abord, je ne crois pas que le principal reproche qu'il faille adresser à LFI doive porter sur le caractère réformiste et malthusien de son programme – c'est indéniablement le cas, mais il me semble qu'il y a plus problématique encore. La verticalité qui est reprochée aux anciens partis et que les deux auteurs attribuent tout particulièrement au PCF n'est-elle pas en réalité considérablement plus présente dans LFI, derrière le vernis d'horizontalité ? Sans même parler du rôle attribué aux leaders, comment penser par exemple qu'un mouvement qui nomme les coordinateurs de ses espaces nationaux en amont de sa convention, sans même procéder à un vote²⁴, serait plus horizontal qu'un parti ?

D'autre part, en ce qui concerne le PCF, il me semble que le reproche de verticalité qui lui est adressé arrive pour ainsi dire à contre-temps. Il serait juste, sans nul doute, s'il visait le PCF d'il y a quarante ans, mais il me paraît minorer fortement les transformations internes qu'il a impulsées et subies depuis les années 1970. S'il y a quelque chose à reprocher au PCF d'aujourd'hui, n'est-ce pas au contraire l'absence de réelle centralité – je dis bien centralité, pas verticalité – qui le caractérise ? Je serais bien plutôt tenté de retenir la leçon de Julian Mischi qui voit dans le PCF d'aujourd'hui « un des partis les moins centralisés de France »²⁵. Si l'échec actuel du PCF était à chercher dans une encore trop grande verticalité, comment comprendre qu'il soit possible en son sein que la position défendue publiquement par le secrétaire national soit mise en minorité par les délégués des fédérations, et que cette position défendue par les délégués des fédérations soit elle-même mise en minorité par la base des adhérents ?²⁶ S'il est vrai que règne dans le PCF du début du XXIème siècle une forme de « fédéralisme »²⁷, pour reprendre les mots de Julian Mischi, le

21 *Ibid.*

22 *Ibid.*, p. 241.

23 Raymond Huard, « Partis et mouvements : éclairages historiques », *Cause commune*, n°4, mars/avril 2018, p. 23.

24 Cf. l'article de Julia Hamlaoui, « Gauche. Étape clé pour la France insoumise », in *L'Humanité*, 24 novembre 2017.

25 Julian Mischi, *Le Communisme désarmé*, Marseille, Agone, 2014, p. 233.

26 Conférence nationale du 5 novembre 2016 et vote du 26 novembre 2016.

27 Julian Mischi, *Le Communisme désarmé*, *op.cit.*, p. 233.

principal enjeu n'est-il pas plutôt de retrouver « une certaine unité et cohérence militante »²⁸ ?

Je suis néanmoins d'accord avec un autre reproche que formulent Jean et Lucien Sève dans leur ouvrage : dans la dernière période, le PCF s'est trop focalisé sur les enjeux électoraux et n'a pas su mener avec suffisamment de ténacité des campagnes de longue durée. Il est urgent de sortir de ces campagnes qui durent « au mieux un tout petit nombre de semaines avant de s'éteindre sans que personne semble y prêter attention »²⁹. De ce point de vue, il est indéniable que nous avons des choses à apprendre des organisations politiques qui ont su rendre incontournables leurs campagnes, quels que soient par ailleurs leurs résultats électoraux. La comparaison que dressent les deux auteurs entre la sécurité d'emploi et de formation (SEF) et la transition écologique me semble tout à fait éclairante : comment ne pas s'interroger sur le fait que nous n'ayons pas réussi « en un demi-siècle à faire de ce projet phare [la SEF] une exigence hégémonique irrésistible du mouvement social, alors que les Verts ont réussi, eux, dans le même temps, à rendre incontournable l'idée de transition écologique »³⁰, et ce avec considérablement moins de moyens ? La seule nuance que j'ajouterais à cette comparaison est que si les Verts sont parvenus à mettre la question écologique au centre du débat public, au point que toutes les formations politiques ou presque en sont venues à s'en revendiquer quitte à la vider parfois de sa substance, cela n'a pas suffi à engager une « réforme révolutionnaire » à la hauteur de l'enjeu.

Pour cette raison, je partage entièrement l'idée que la bataille pour la « démarchandisation de la force de travail »³¹ doit constituer un axe majeur de campagne – au sens fort du terme, c'est-à-dire sur le temps long. Au sein du PCF, la discussion autour de cet enjeu a pris depuis plusieurs semaines la forme d'une opposition rigide entre sécurité d'emploi et de formation et salaire à vie³². Je vois pour ma part peut-être un peu moins d'incompatibilité qu'il n'y paraît et je trouve que la piste ouverte par Jean et Lucien Sève, visant à allier les deux dans la perspective d'une même réforme révolutionnaire, a le mérite de proposer une issue par le haut. Je suis prêt à reprendre à mon compte la synthèse qu'ils entrevoient : « La sécurité emploi-formation va évidemment moins loin que la généralisation du salaire à vie dans la voie de l'émancipation communiste du travail ; de ce point de vue, la deuxième recouvre entièrement la première. Mais pour cette raison même, celle-ci peut apparaître comme plus rapidement réalisable que la deuxième, elle pourrait même la préparer... »³³

Si du diagnostic formulé par Jean et Lucien Sève je ne tire pas les mêmes conséquences en matière d'organisation, c'est essentiellement parce que je suis en désaccord avec deux des principes qu'ils avancent : le refus de l'organisation territoriale et l'autonomie des élus. D'une part, à l'organisation territoriale classique du PCF, les deux auteurs opposent une « structure fondamentale thématique »³⁴. La structure territoriale, calquée sur la géographie administrative, serait d'après eux inévitablement grevée d'une verticalité nuisible. J'aurais tendance à répondre à deux niveaux différents. Le premier, c'est que l'organisation thématique existe déjà au sein du PCF, et qu'elle occupe une place assez considérable : celle des différentes commissions thématiques, au niveau national comme au niveau fédéral. Introduire une organisation thématique plus poussée est toujours possible, mais cela ne consisterait finalement qu'à approfondir encore ce qui existe déjà. Le deuxième, c'est que la remise en cause du principe d'organisation territoriale me paraît en réalité poser plus de problèmes qu'elle n'en résout, et pas simplement sur le plan électoral. Le principe de l'organisation géographique a en effet aussi pour lui l'avantage de battre en brèche les logiques affinitaires qui pourraient venir pervertir une organisation dont la base serait purement volontaire. Elle permet un relatif brassage social des collectifs militants qui constitue une richesse à ne pas

28 *Ibid.*, p. 234.

29 Jean et Lucien Sève, *Capitalexit ou catastrophe*, *op.cit.*, p. 65.

30 *Ibid.*, p. 123.

31 *Ibid.*, p. 147.

32 Rigidité qui s'est notamment manifestée dans le débat entre Bernard Friot, Anne Eydoux et Frédéric Boccara au Forum Marx de la Bellevilloise le 17 février 2018.

33 Jean et Lucien Sève, *Capitalexit ou catastrophe*, *op.cit.*, p. 154.

34 *Ibid.*, p. 182.

sous-estimer. Pour reprendre une expression souvent citée par Julian Mischi, la cellule communiste ne doit pas devenir « une amicale de pêcheurs à la ligne »³⁵.

D'autre part, Jean et Lucien Sève affirment que l'action de terrain peut être laissée aux élus, « qui sont placés mieux que personne pour la mener, parce qu'ils en ont à la fois la responsabilité et la compétence »³⁶. Personnellement, je ne crois pas qu'il s'agisse d'une avancée démocratique et que le PCF ait intérêt à laisser les élus seuls face à l'action de terrain. Au contraire, l'autonomisation des élus a parfois permis à des individus de se démarquer d'une étiquette communiste jugée pesante afin de conserver des positions électorales. Cette dynamique d'autonomisation – qui a notamment concerné, à partir des années 1980, des élus communistes « refondateurs », il faut bien le reconnaître – a d'ailleurs été étudiée de manière assez détaillée par Julian Mischi³⁷ qui, je crois, en a montré les effets délétères. L'autonomie complète des élus, fondée sur la valorisation d'une compétence de gestion parfois brandie pour s'affranchir du contrôle collectif, a dans les faits souvent mené à déposséder les adhérents des décisions. Ces dernières années, le lien entre le PCF et ses élus a plutôt eu tendance à se resserrer – c'est particulièrement visible au niveau des groupes parlementaires – et cela me paraît aller dans le bon sens.

Je conclurai sur l'appel au dépassement de la forme-parti formulé par Jean et Lucien Sève à la fin de leur ouvrage. Collectif, moteur, initiative, etc., les propositions qu'ils avancent pour nommer cette nouvelle forme d'organisation ne manquent pas. Malgré les deux principaux points de désaccord que je viens de formuler, je reconnais d'ailleurs que les deux auteurs n'esquivent pas les questions qu'impliquent l'appel à cette nouvelle forme d'organisation, notamment celle de son rapport « avec la politique en son acception aujourd'hui reçue »³⁸, puisqu'ils admettent que cette organisation devra participer aux élections. L'appel au dépassement de la forme-parti contenu dans la dernière partie de l'ouvrage me paraît au fond être une question terminologique. Dans *Commencer par les fins*, Lucien Sève avait été un des rares à soutenir à la fois l'idée que le centralisme démocratique constituait un mode d'organisation obsolète et l'idée que « les considérants généraux de cette pensée organisationnelle que sont la critique du spontanéisme et la valorisation de la centralité »³⁹ n'avaient pas perdu de leur pertinence. J'ai eu l'occasion, à plusieurs reprises, de dire mon accord total avec cette manière de présenter les choses⁴⁰. À la fin des années 1990, Lucien Sève y adjoignait encore le corrélat suivant : « Dans le sens large où le mot parti, en deçà de ses spécifications, nomme simplement tout dispositif organisateur permanent de prises de conscience et d'initiative politique, il nous faut non pas moins de parti communiste mais bien davantage – davantage de parti, et davantage communiste »⁴¹ Pour ma part, je le pense encore, et si nous ne sommes pas d'accord sur le mot, peut-être sommes-nous d'accord sur la chose.

35 Julian Mischi, *Le Bourg et l'atelier*, Marseille, Agone, 2016, p. 156 sqq.

36 Jean et Lucien Sève, *Capitalexit ou catastrophe*, op.cit., p. 186.

37 Julian Mischi, *Le Communisme désarmé*, op.cit., p. 188 sqq.

38 Jean et Lucien Sève, *Capitalexit ou catastrophe*, op.cit., p. 177.

39 Lucien Sève, *Commencer par les fins. La nouvelle question communiste*, Paris, La Dispute, 1999, p. 155.

40 Cf. récemment mon article « Centralisme démocratique : les enjeux d'une pensée de l'organisation », in *Cause commune*, n°2, novembre/décembre 2017, p. 39 sqq.

41 Lucien Sève, *Commencer par les fins*, op.cit., p. 185.